

Vers une. transition écologique **et** solidaire

Réflexion sur la précarité et la transition écologique
État des lieux des freins à l'action citoyenne





: lien consultable en ligne ou téléchargeable

Merci !

Aux membres du réseau Transition pour leur généreuse et riche collaboration.

À Manon Marescaux qui a géré l'enquête Transition et l'analyse des résultats.

À tous les acteurs de l'associatif et de la formation qui nous ont permis d'interviewer leur public.

Merci à tous ceux qui ont accepté de répondre à nos nombreuses questions.

Et merci à Louise Vanhèse et Boris Fronteddu qui ont courageusement arpenté les rues de Bruxelles et de Wallonie pour interviewer de nombreuses personnes et m'ont aidé à analyser les résultats de l'enquête Précarité.

Introduction

Ce guide est l'aboutissement de tout un processus qui a démarré quatre années auparavant. Il a donc déjà une histoire, celle d'un questionnement permanent sur le rapprochement probable entre les initiatives du mouvement en Transition¹ et les personnes en situation précaire.

L'écart entre les initiatives orientées vers les initiatives durables et le public avec qui nous travaillons en éducation permanente nous a donné à réfléchir. Nous n'avions cependant aucune idée du chemin que nous allions parcourir, encore moins de son aboutissement. Nous avons avancé dans nos démarches progressivement en gardant l'esprit ouvert et l'oreille attentive aux expériences des uns et des autres.

Nous avons mené une première enquête auprès du réseau en Transition (qui était aussi demandeur) afin de mieux cerner la situation et les besoins des bénévoles investis dans une initiative de Transition (bénévoles que nous appelons ici les *transitionneurs*) en posant une série de questions : la mixité sociale est-elle possible ? à quelles conditions ? que manque-t-il aux transitionneurs

¹ <https://www.reseautransition.be> ; mouvement né en Grande-Bretagne en 2006 à l'initiative de Rob Hopkins. L'idée est de regrouper des citoyens autour d'initiatives tendant à construire un nouveau monde plus résilient face aux enjeux climatiques, énergétiques, économiques et sociaux.

pour leur permettre d'être plus inclusifs ? Les résultats – très riches – nous ont permis de rebondir et d'élaborer un second questionnaire d'enquête que nous avons utilisé auprès de personnes vivant une ou plusieurs formes de précarité en Wallonie et en Région bruxelloise. Nous les avons questionnés sur les projets qui les motivent, sur la manière dont ils ont envie d'en être informés et avons tenté de mesurer à quel point ils se sentent concernés par l'écologie.

Tous les résultats issus de ces deux enquêtes, toutes les recherches que nous avons menées pour répondre aux besoins des transitionneurs et des précarisés, tous les contacts que nous avons pris avec des porteurs de projets inspirants feront l'objet de quatre publications.

Dans celle-ci nous allons nous pencher sur la réflexion qui nous a conduit à mener ces enquêtes en Wallonie et à Bruxelles, sur la place qu'occupent actuellement les personnes vivant une forme de précarité au sein du réseau en Transition et nous mettrons en évidence les freins ressentis tant par les transitionneurs que par les personnes en difficulté. Et nous ne manquerons pas de nous attarder sur quelques préjugés qui nous sont apparus comme étant des entraves assez conséquentes à la rencontre de ces deux publics.

Dans une deuxième analyse, nous nous pencherons sur la manière de faire sauter ces freins et sur les pistes possibles pour répondre aux besoins des uns et des autres.

La troisième publication sera, quant à elle, consacrée à des projets inspirants, à des initiatives qui suscitent le plus d'intérêt auprès des personnes connaissant une situation de précarité financière. Ce sont des projets qui répondent souvent à la fois à des impératifs écologiques mais aussi solidaires.

Une quatrième analyse viendra ensuite soutenir la réflexion des transitionneurs quant à l'impact environnemental de la consommation et aux combats politiques qui peuvent se mener de concert.

Bien sûr, nous ne sommes pas les seuls à nous intéresser aux liens entre convergences sociales et environnementales, loin de là. De nombreux acteurs de l'associatif et du mouvement en Transition, de même que des fondations se penchent de manière régulière sur ce sujet. Tous se posent les mêmes questions : comment y arriver ? Et dans quelles conditions ? Certains envisagent parfois quelques pistes d'actions. Nous faisons partie de ceux-là. Aussi nous ne prétendons pas que les quatre publications que nous consacrons à ce sujet sont la solution ultime pour faire se rencontrer les personnes précarisées et les adeptes de la sobriété volontaire dans des conditions optimales

pour chacun d'eux. Nous espérons cependant qu'elles soient un maillon dans la convergence des luttes sociales et environnementales, une étape de plus dans la réflexion qui ne cesse de progresser.

Nous sommes persuadés que ces guides pourront être utiles, et ce d'autant plus qu'ils émanent de quatre années de recherches et de nombreux questionnements qui ont jalonné son élaboration. Nous ne pouvions pas faire l'impasse sur cette réalisation en ayant dans les mains autant d'informations et de questionnements qui attendaient des réponses concrètes.

I. La petite histoire des tergiversations autour de la précarité et de la transition écologique

Il y a différentes manières de concevoir l'éducation permanente. Citoyenneté & Participation a fait le choix de travailler en faveur des personnes vivant une forme de précarité (financière, sociale, culturelle) afin, comme nous le préconise le décret du 17 juillet 2003, de « favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société, des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation et enfin des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique »².

Aussi, nous travaillons depuis plus de vingt ans avec des personnes qui vivent au quotidien au moins une forme d'inégalité. Qu'elles soient des personnes qui n'ont pas bénéficié d'une distribution juste des revenus, qui n'ont pas eu accès à l'enseignement – en partie ou en totalité, à un logement décent, à la culture, aux livres, aux loisirs, qui ont des problèmes de santé, qui ne trouvent pas place dans une structure d'emploi valorisant les diplômés, qui ont un diplôme et/ou qui ont eu un emploi voire une vie assez confortable jusqu'à ce qu'ils rencontrent ce qu'on appelle un accident de parcours, des femmes qui ont dû quitter leur foyer avec ou sans enfants et qui s'efforcent de reconstruire leur vie, des personnes actives et des pensionnés qui ont du mal à joindre les deux bouts, etc.

² « Décret de la fédération Wallonie-Bruxelles relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative », version coordonnée du 17 juillet 2003, Conseil de la Communauté française, [en ligne] : <http://www.educationpermanente.cfwb.be>, consulté le 3 mars 2022

Quand on est animateur en éducation permanente, on écoute leurs questionnements, leurs demandes d'informations, leurs indignations, leurs réflexions et leurs besoins. Ils sont aussi divers que les profils que nous rencontrons dans nos ateliers. Dans la thématique intitulée « consommation durable », on parle surtout de consommation car elle concerne tout le monde. Quant à l'aspect « durabilité », il n'a pas toujours fait l'unanimité. Mais nous percevons depuis quelques années une préoccupation grandissante pour les problèmes environnementaux et climatiques. Tout comme nous avons aussi pu constater un besoin progressif de nouvelles positives, rafraîchissantes et qui retissent des liens entre les personnes. Nous avons donc pris le pli de lier ces préoccupations en proposant un atelier traitant des initiatives citoyennes qui se mettent en place en Belgique ou ailleurs ; des projets qui prennent soin de l'humain, de la Terre, qui prônent le partage et suggèrent de s'éloigner du monde consumériste, des projets qui réparent le monde et le vivant, qui rassemblent, qui inspirent. Certains projets portés tantôt par des personnes inscrites dans le réseau des consommateurs responsables (RCR)³ ou dans le réseau Transition, tantôt par des citoyens lambda. Et comme notre objectif consiste aussi à leur offrir de nouvelles opportunités, nous ne manquons pas de faire état de projets plus commerciaux ou institutionnels dont ils peuvent se saisir comme le Blablacar ou le système Cambio de la SNCB.

Pour la majeure partie des personnes, toutes ces initiatives sont des découvertes. Alors beaucoup s'étonnent « comment se fait-il qu'on ne soit pas au courant de ces projets ? », « est-ce que cela se passe aussi près de chez nous ? ». Alors on cherche des initiatives similaires dans la Région. Parfois on trouve, parfois pas. Quand on découvre un projet citoyen, certains osent s'y rendre, d'autres pas. De temps à autre des participants à nos ateliers y trouvent leur compte (comme c'est souvent le cas avec les repair cafés ou les gratifierias⁴). Et d'autres sont déçus. Ils se jurent même parfois de ne plus y mettre les pieds tellement l'accueil est inhospitalier.

C'est là que nous percevons le choc entre les adeptes de la sobriété volontaire et ceux qui vivent cette simplicité de manière involontaire. C'est la déconvenue. Nous qui croyions naïvement au rapprochement des causes climatiques et sociales, on se rend compte tout à coup de l'épaisseur de la barrière

³ Rebaptisé aujourd'hui réseau de collectifs en recherche de résilience.

⁴ Les repair cafés sont des rencontres organisées pour réparer ensemble des objets et appareils défectueux. Les gratifierias sont des foires aux objets gratuits.

culturelle qui s'est érigée entre des porteurs de projets citoyens et des personnes en situation précaire qui devraient pourtant en bénéficier. Une réflexion sur les causes de ce choc culturel s'imposait.

En 2018, notre collaboratrice Dounia Tadli s'était penchée sur la question et a écrit cette analyse que nous vous recommandons : « Transition et simplicité volontaire, une solution pour ceux qui n'ont pas d'options ? »⁵. Elle faisait le point sur la question et soulevait que les classes plus aisées et/ou éduquées « recourent à la simplicité volontaire en signe de protestation, mais elles l'utilisent aussi comme moyen de se distinguer socialement, ce qui peut expliquer l'inhospitalité de ces mouvements plutôt homogènes à l'égard des personnes qui subissent une sobriété involontaire ». On reste entre personnes instruites, on partage les mêmes valeurs, on cultive l'entre soi.

On comprend aussi que toutes les activités proposées par les transitionneurs ne sont pas accessibles aux personnes moins aisées du fait que les individus qui disposent « d'un capital culturel plus important chercheront donc des activités qui marqueront une distance avec ceux qui ne peuvent pas suivre, notamment parce qu'ils ne font pas partie des réseaux d'interconnaissance »⁶. On comprend dès lors mieux que les initiatives citoyennes n'arrivent pas à l'oreille des plus précaires.

Ceci dit, notre intention n'est pas de charger injustement les transitionneurs. Nous sommes parfaitement conscients que des personnes vivant une forme de précarité ne se dirigent pas vers ces initiatives en raison de freins qui leur sont propres : difficultés à s'investir sur du long terme, à s'insérer dans une organisation chronophage, problèmes de mobilité, de garde d'enfants, de santé, impossibilités financières de s'offrir une alimentation durable de qualité, le manque de confiance en soi provoqué par la pauvreté, etc.

Faut-il pour autant s'arrêter là et ne plus croire en une fusion des initiatives sociales et écologiques ? Faut-il créer un réseau Transition Bis pour les plus précaires ? Nous nous sommes vraiment posé la question.

D'un côté il est vrai que les personnes pauvres n'ont pas attendu les transitionneurs pour faire des potagers : ce sont eux les vrais acteurs de la décroissance, et ce depuis longtemps. Alors pourquoi viser une mixité sociale ?

⁵ TADLI D. « Transition et simplicité volontaire, une solution pour ceux qui n'ont pas d'options ? », Analyse 325, 2018, CPCP, [en ligne] : http://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2018/01/transition_simplicité_volontaire.pdf, consulté le 3 mars 2022.

⁶ *Ibid.*, p.12

Ne serait-ce qu'un concept bourgeois pour se donner bonne conscience ? La réponse nous a été donnée par un groupe de femmes séduites par la mise sur pied d'un magasin participatif. Au bout de quelques semaines, elles réclamaient la possibilité de s'allier à des personnes plus « solides intellectuellement parlant » qu'elles, qui puissent être les moteurs dont elles ont besoin. Donc oui cette mixité mérite d'être tentée.

Ainsi, à l'instar de Jean-Yves Buron qui s'interroge sur la convergence des associations de lutte contre la pauvreté et des initiatives de Transition, nous sommes persuadés que : « *Malgré l'existence de nombreux obstacles à la mixité sociale des alternatives, la collaboration entre actions de lutte contre la pauvreté et Initiatives en Transition semble intéressante tant les thématiques travaillées, les objectifs fixés et les dynamiques à l'œuvre paraissent comparables et complémentaires. En effet, beaucoup de thématiques travaillées sont les mêmes. Ce sont celles qui concernent les besoins fondamentaux de toute communauté humaine, comme l'accès à de l'énergie propre et bon marché, à une alimentation saine et équilibrée, à un lieu de vie convivial et adapté, à des moyens de transport commodes et à la citoyenneté, par exemple. D'un côté comme de l'autre, l'objectif est le même : expérimenter de nouvelles manières de vivre ensemble, plus respectueuses de l'être humain, des forces et des faiblesses de chacun, plus solidaires, plus juste socialement, plus équitables économiquement et écologiquement plus viables* »⁷.

Évidemment tout le monde ne partage pas cet avis. C'est notamment le cas de Lotte Damhuis qui a mené une recherche-action⁸ et s'interroge sur la pertinence de la mixité sociale : « *lorsqu'il s'agit d'inviter les populations les plus précarisées à rejoindre un idéal-type qui est pensé à partir des seules ressources et capitaux de ses concepteurs, on n'est jamais à l'abri de reproduire les inégalités que l'on tente pourtant de réduire* »⁹.

⁷ BURON J.-Y., « entre lutte contre la pauvreté et Transition : des ponts à jeter ? », analyse 2014 – 03, Vivre-ensemble, p.12 [en ligne :] <https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-03-transition-associations.pdf>, consulté le 3 mars 2022.

⁸ DAMHUIS L., MYAUX D., ROZENZWEIG M., *Solidarité en primeur*, rapport final, Bruxelles, Fédération des services sociaux, 2019, [en ligne :] <https://solenprim.com/>, consulté le 19 juillet 2019.

⁹ L. DAMHUIS lors de son intervention au séminaire *Démocratie au service de l'assiette pour tous. Comment assurer collectivement une transition vers des systèmes alimentaires justes et durables au niveau (supra) local ?*, Saint-Servais, 19 février 2019, [en ligne :] https://www.rawad.be/sites/rawad.be/files/u64/S%C3%A9minaire%20RAWAD_19f%C3%A9v19_lotteDamhuis.pdf, consulté le 19 juillet 2019.

Alors, comment faire pour éviter cet écueil ? Pour passer outre ce constat qui semble sans appel ? Une des réponses réside dans la constante information et communication avec les personnes concernées, notamment dans des événements dévolus à la précarité et à la durabilité mais qui portent surtout sur l'alimentation saine et durable. On fait le constat – comme tant d'autres acteurs associatifs – que peu de personnes vivant dans une grande précarité sont susceptibles de s'orienter vers des systèmes alimentaires durables à moins d'être accompagnés par l'associatif. On connaît les freins. Mais qu'en est-il du non-alimentaire ? Et des autres personnes qui ne sont pas définies comme pauvres mais connaissent une situation précaire ? Des personnes qui vivent sur le fil mais ne sont pas mobilisées au sein d'une structure associative ou institutionnelle ? De toutes celles qui ne sont pas dans les radars de l'associatif ? Faut-il attendre que les personnes en situation précaire soient complètement appauvries pour s'en préoccuper ?

Quand certains pensent « précarité », s'affiche directement à leur esprit l'image de personnes sans domicile, de bénéficiaires d'allocations sociales ou de chômage. Or, la précarité touche aussi d'autres profils comme des personnes en situation d'invalidité, des pensionnés souvent isolés, des étudiants en danger alimentaire, des personnes qui apprennent à lire, des travailleurs pauvres, des artistes, des indépendants, des personnes dont le logement n'est pas adéquat et/ou qui n'ont pas accès aux soins de santé, etc. On peut être pauvre mais ne pas vivre en situation précaire car on a autour de soi les ressources nécessaires tout comme on peut être en situation précaire sans être pauvre. La précarité, c'est l'incertitude quotidienne¹⁰.

Avons-nous bien fait de nous entêter dans la poursuite de ce projet ? Indéniablement ! Il nous a permis toute cette réflexion sur les liens entre précarité et durabilité au niveau de l'action citoyenne, et d'y voir plus clair dans les intentions des transitionneurs et de toutes ces personnes en difficulté.

Ce projet nous a aussi permis d'identifier les freins de chaque côté avec la ferme intention d'y apporter des solutions. Et – *last but not least* – de nous confronter à quelques préjugés qu'il ne serait pas inutile de décortiquer.

¹⁰ « 48% des travailleurs belges sont "pauvres", étude réalisée par Solidaris et Sud Presse, Le Soir, 9/12/2019, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/265674/article/2019-12-09/48-des-travailleurs-belges-sont-pauvres>.

II. Les enquêtes en Wallonie et à Bruxelles ; échantillons et limites

En 2019, Citoyenneté & Participation a donc fait le pari de la mixité sociale et non de la création d'un réseau Transition bis pour les personnes précarisées. Nous ne pouvions pas concevoir que l'on puisse penser à un monde un peu meilleur en excluant les personnes en difficulté. Penser la transition écologique sans transition sociale était à ce moment-là exclu. Nous étions cependant prêts à entendre que le réseau Transition était frileux à l'idée d'intégrer cette dimension sociale dans ses projets.

De notre côté, nous avons des ponts à construire entre la transition et la précarité mais il était nécessaire de connaître la qualité du terrain avant de poser les fondations. Ce terrain, c'est celui des transitionneurs ; sont-ils tous excluants ? n'y a-t-il pas quelques exemples de transition inclusive ? de quelles expériences – positives comme négatives – pouvons-nous nous inspirer ? nous nourrir ? qu'est-ce qui empêche les transitionneurs d'être plus ouverts à la précarité ? de quoi ont-ils besoin ? de quelle manière Citoyenneté & Participation pourrait-il être utile ?

Nous avons donc contacté le réseau en Transition pour en discuter avec les coordinateurs. Et comme certains transitionneurs se posaient les mêmes questions que nous, nous avons collaboré pour diffuser notre questionnaire au sein du réseau.

A. L'enquête « Transition »

En novembre 2019, avec l'aide de notre stagiaire Manon Marescaux nous avons élaboré et diffusé un questionnaire à destination des membres du réseau en Transition :

- premièrement pour savoir s'il existait des initiatives du réseau qui ont intégré des personnes en difficulté (précarité financière, isolement social). Et connaître dans ce cas, ce qu'elles peuvent nous communiquer sur base de leur expérience.
- deuxièmement pour tenter de comprendre pourquoi, selon leurs points de vue et leurs réalités, leurs initiatives n'étaient pas suffisamment inclusives.

- troisièmement pour mesurer leur intérêt quant à une transition aussi solidaire qu'écologique
- quatrièmement pour faire le point sur leurs besoins afin de rendre leurs projets plus ouverts aux personnes en difficulté.

Nous avons bénéficié de l'appui du réseau Transition pour la dissémination de l'enquête. Le coordinateur nous disait alors faire face à ce genre de questionnement au sein de son association ; notre initiative tombait à point.

Un formulaire d'enquête en ligne a été élaboré et diffusé via le réseau Transition et la page Facebook de Citoyenneté & Participation. Cinquante-six personnes ont répondu à l'enquête mais nous n'en avons retenu que 46, les autres répondants n'étant pas dans une initiative de Transition ou un projet similaire. Pour faciliter la lecture de cette analyse, nous donnerons le nom de « Enquête Transition » à ce premier sondage.

B. L'enquête « précarité »

a. Les conditions de l'enquête

Suite à l'enquête menée auprès du réseau en Transition, nous avons poursuivi la collaboration autour de la construction d'un autre questionnaire destiné cette fois aux personnes en situation précaire. Nous donnerons le nom de « Enquête Précarité » à ce second sondage.

En effet, nous avions le point de vue et une sorte de photographie de la réalité des transitionneurs qui mettaient en avant des besoins et des questionnements. Il nous fallait maintenant avancer dans la satisfaction de ces besoins et voir de quelle manière les personnes confrontées à une forme de précarité pouvaient apporter elles-mêmes des réponses aux questions des transitionneurs et éventuellement collaborer activement à la mise en place de projets à la fois écologique et solidaire.

Les réponses de l'enquête Transition montraient un intérêt pour l'intégration d'une dimension solidaire. Ce qui était plutôt encourageant. Restait à voir du côté des personnes en situation précaire s'il existait un intérêt pour la transition écologique et dans l'affirmative, à quelles conditions.

La petite équipe de la « conso durable » de Citoyenneté & Participation a donc parcouru les rues de quelques villes à Bruxelles et en Wallonie (en veillant à couvrir toutes les provinces), en visant particulièrement celles qui connaissent

un taux de pauvreté élevé comme Colfontaine ou Saint-Josse. Nous avons eu la chance d'obtenir la collaboration de quelques associations (des EFT, des points de distribution de colis alimentaires, des écoles de promotion sociale, une association dévolue à l'alphabétisation, etc.) pour nous aider à disséminer le questionnaire et atteindre le nombre acceptable de 168 répondants. Bien sûr, nous ne sommes pas des professionnels des enquêtes et celle-ci connaît ses propres limites que nous décrivons ci-après.

Signalons aussi que le Covid nous a fortement ralenti dans nos démarches et nous a même parfois empêché d'activer des services comme les services sociaux pour étudiants qui avaient restreint leurs contacts avec les étudiants à de la visioconférence. Nous avons dû alors nous rendre à une manifestation estudiantine pour pouvoir les interroger.

Malgré ces difficultés et ces failles, nous avons pu obtenir des résultats significatifs sur certaines questions. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, il nous paraissait important d'abord de dévoiler comment nous avons procédé à la sélection, et ensuite de dépeindre le profil des personnes que nous avons interrogées et plus spécifiquement celles estimées en situation précaire.

b. Sélection des personnes en situation précaire au sein du panel

En démarrant donc cette enquête, nos besoins et nos questions concernant le profil des personnes précarisées, étaient multiples :

- Comment aider les transitionneurs et les futurs porteurs de projets citoyens à s'orienter vers les personnes plus susceptibles d'adhérer à un projet qui soit à la fois social et écologique ?
- Et comment faire le tri entre les personnes qui estiment être dans une situation financière relativement confortable et celles qui se serrent la ceinture au quotidien ? poser la question du ressenti est-elle suffisante ? n'est-elle pas trop abrupte ?

Nous avons cherché si – par horreur – il existait une sorte de classification de la pauvreté. Mais nous n'avons rien trouvé de concluant, rien qui pouvait nous aider à construire cette partie du questionnaire d'enquête qui nous permettrait éventuellement de faire cette distinction entre pauvres et très pauvres, précarité et grande précarité. Nous avons donc introduit nos propres questions pour tenter d'y voir plus clair, tout en ne voulant pas prétendre que ces questions soient totalement adéquates, même si indispensables à la réalisation du questionnaire.

Ces questions invitaient les personnes interrogées à se positionner sur une échelle de 1 à 6 face à une série d'affirmations, le « 1 » signifiant « pas du tout d'accord » et le « 6 » indiquant « tout à fait d'accord ».

Nous avons choisi, de manière arbitraire, de sélectionner les questionnaires répondant à la fois aux réponses 4 à 6 pour les items suivants :

- J'ai peur de ne pas avoir assez d'argent jusqu'à la fin du mois (logement, factures)
- Acheter à manger est une source de stress (sur le plan financier)
- Je me prive souvent de faire des achats
- Il m'arrive de reporter des soins de santé

Et de 1 à 3 pour ceux-ci :

- Ma situation financière me permet de m'adonner à mes loisirs
- Je sais faire face à des dépenses imprévues
- Mon revenu me permet d'épargner chaque mois

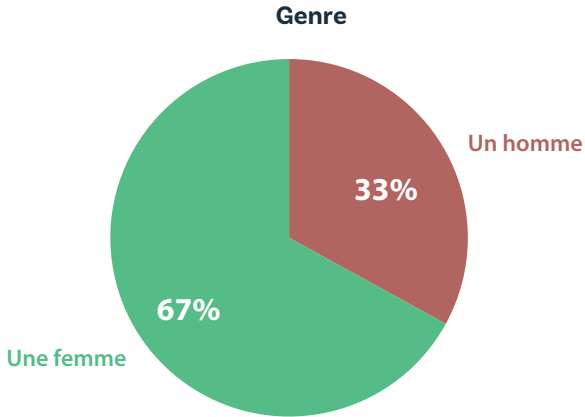
Notre échantillon est alors passé de 168 à 91 personnes pour ne retenir que celles qui craignent ne pas avoir suffisamment d'argent à la fin du mois, qui se privent d'effectuer certains achats, qui n'ont plus les moyens de se soigner, celles pour qui acheter de la nourriture est une source de stress et qui ne savent ni épargner, ni s'offrir un loisir, ni faire face à des dépenses imprévues.

C'est un choix arbitraire de notre part pour tenter de saisir les contours d'une précarité difficile à définir. Comme l'écrivent très bien Jean-Pierre Poulain et Laurence Tibère, « *la précarité rend compte de situations de fragilisation sociale qui se déploient sur un continuum allant de l'intégration à l'exclusion. La notion de précarité est donc plus large que celle d'exclusion et rend compte de situations instables, de situations qui, en principe, ne sont « pas faites pour durer* ». Elle décrit un phénomène complexe qui recouvre des réalités très diverses : *personnes jeunes au chômage et parfois mal ou peu formées, populations des zones dites « sensibles », sans-abris, mais également personnes divorcées ou veuves, ou dont le parcours professionnel – et personnel – se trouve brusquement brisé. Les sources de fragilisation économique et sociale sont nombreuses et ses contours sont d'autant plus difficiles à appréhender qu'il n'existe pas de coupure très nette entre les individus précaires et les autres* ». ¹¹

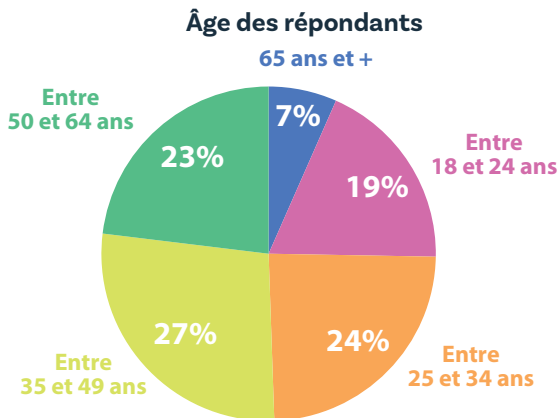
¹¹ POULAIN J-P et TIBERE L., « Alimentation et précarité, considérer la pluralité des situations », *Anthropology of food*, septembre 2008, [en ligne :] <https://journals.openedition.org/aof/4773#tocto2n1>, consulté le 31/01/2023.

c. Profil de l'échantillon des 91 personnes

L'échantillon est incontestablement en majeure partie féminin. Les femmes ont-elles été plus disponibles pour répondre à nos nombreuses questions ? Nous avons en tout cas le souvenir d'avoir croisé de nombreuses femmes sur les marchés et dans les associations dévouées à la distribution de colis alimentaires.



Les personnes interrogées sont aussi plutôt bien réparties au sein des différentes tranches d'âge. Un cinquième des répondants ont moins de 25 ans et nous avons pu rencontrer 7% de personnes dont l'âge dépasse 65 ans.

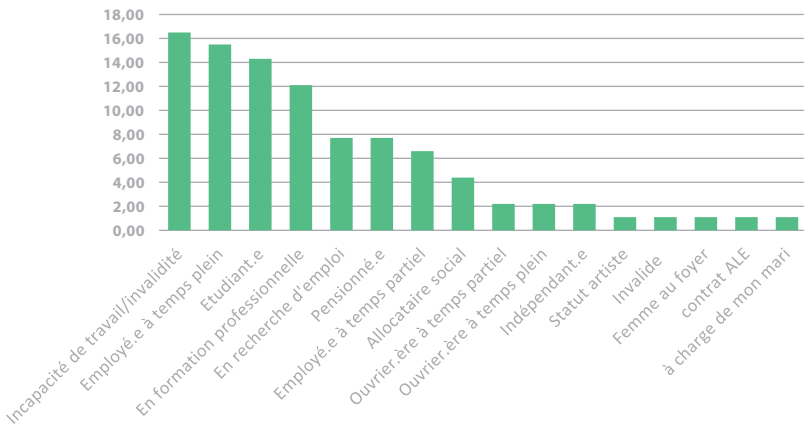


Il était important pour nous de pouvoir récolter les avis des personnes selon leur occupation.

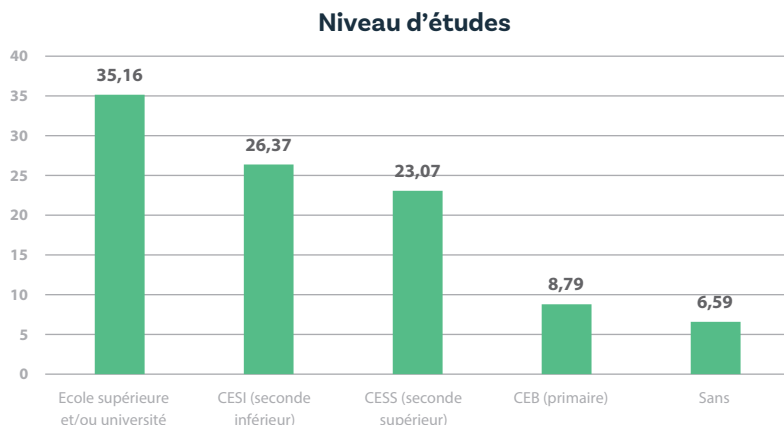
Notre échantillon présente certains chiffres prévisibles comme le nombre de personnes en incapacité de travail (17%) en formation professionnelle (12%) et en recherche d'emploi (8%), ces trois catégories représentant plus du tiers de la totalité. Par contre, le nombre d'employés à temps plein (16%) était plus interpellant même si de plus en plus courant. Ensuite, comme nous l'avons expliqué plus haut, nous nous sommes rendus à une manifestation consacrée à la précarité estudiantine et dans des centres de formation. C'est ce qui explique ces chiffres élevés (respectivement 15 et 13%).

Ce tableau montre en tout cas que la précarité ne touche pas que des personnes que l'on pourrait supposer non actives (comme les pensionnés 8% et les allocataires sociaux 5%). Les personnes en recherche d'emploi représentent 7% de notre échantillon, les employés à temps partiel 6%, les ouvriers 5% si on additionne les temps plein et temps partiel. Et nous avons aussi la chance d'avoir recueilli l'avis de quelques indépendants et artistes.

Activité actuelle



Quel est leur niveau d'étude ?



Certes, nous avons rencontré 15% d'étudiants dans notre échantillon de personnes mais ce ne sont pas les seuls à atteindre le niveau d'études supérieure ou universitaire. Un tiers des personnes interrogées a atteint ce niveau mais ce tableau démontre qu'elles ne sont pas à l'abri de la précarité.

La moitié des personnes interviewées ont fait des études secondaires, 9% d'entre elles n'ont pas dépassé les études primaires et approximativement 7% ne disposent d'aucun diplôme.

d. Limites de l'enquête Précarité

Pour cette seconde enquête qui a été élaborée pendant les périodes de confinement dues au virus Covid-19, nous nous sommes appliqués à viser l'obtention de résultats aussi probants que possible sur le plan statistique. Pour cela, quelques calculs et arrondis s'imposaient :

Ainsi nous sommes partis du chiffre de 14,8% (arrondi à 15%) qui représente le taux de population à risque de pauvreté en Belgique en 2019 selon le sondage EU-SILC¹².

¹² Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, *Des faits et des chiffres*, Bruxelles, 19/11/2020, [en ligne :] : https://www.luttepauvrete.be/wp-content/uploads/sites/2/2020/11/201119_nombrepauvres.pdf

Sachant que la population belge dans son ensemble en 2019 s'élevait à 11,46 millions de personnes (arrondi à 11500 000), nous avons calculé que 15% de 11500 000 = 1725 000

Ces chiffres ont été intégrés dans la calculatrice de Survey Monkey¹³ et nous ont amené à conclure que nous devons interroger 164 personnes pour avoir des résultats qui nous assurent un niveau de confiance de 80% et une marge d'erreur de 5%.

Malgré toutes nos bonnes intentions, force est de constater que nous avons commis quelques erreurs et touché quelques limites :

Premièrement nous avons questionné les personnes de diverses manières ; interviews en rue, sur les marchés, dans les files d'attente des colis alimentaires, avec tout l'inconfort que peut représenter le monde autour d'eux quand il s'agit de parler de situations financièrement gênantes. Pour d'autres, nous nous sommes rendus dans des instituts de formation et les répondants ont rempli eux-mêmes les questionnaires. Pour d'autres encore, nous avons eu la chance de nous appuyer sur des professionnels qui nous servaient de relais pour transmettre les questionnaires à leurs publics respectifs.

Ensuite, nous avons changé le questionnaire en cours de route et ce, pour deux raisons. Bien qu'il ait été testé en interne avant d'arpenter les rues wallonnes et bruxelloises, le questionnaire s'est révélé trop long, surtout avec un public fragilisé, particulièrement content de pouvoir parler et qui prend le temps de s'exprimer. Nous avons donc supprimé des questions dont les premières réponses ne montraient de toute façon pas de pertinence particulières. Elles concernaient, entre autres, la possession d'une voiture, son caractère essentiel ou non pour la vie quotidienne, le confort de vie que cela peut apporter. Les premières réponses se sont révélées trop évidentes. Les personnes interrogées qui possèdent une voiture reconnaissent la nécessité d'en avoir une et celles qui n'en ont pas déclarent que la voiture améliorerait effectivement leur confort de vie.

Ensuite, nous avons découvert le projet « cuisine de quartier » en cours de route. Le projet est tellement porteur en lui-même que ne pas en parler dans l'enquête de transition aurait frôlé l'erreur de jugement.

¹³ Calculatrice de la taille d'échantillon, Survey Monkey, [en ligne :] <https://fr.surveymonkey.com/mp/sample-size-calculator> (consulté le 03 mars 2019)

Enfin, le choix de la définition de la précarité est on ne peut plus arbitraire ; nous avons établi des critères et avons opéré des choix qui semblent relever du bon sens, mais un bon sens subjectif.

Ici aussi, pour faciliter la lecture de cette analyse, nous lui donnerons le nom de « Enquête Précarité ».

La description du public sollicité dans nos enquêtes et les limites étant posées, concentrons-nous sur l'objet de nos recherches, à savoir la place des personnes en situation précaire parmi les initiatives de transition.

III. Les personnes en situation précaire ont-elles déjà une place au sein du réseau en Transition ?

Pour bien comprendre la réalité du terrain, nous avons demandé aux transitionneurs si l'intégration des personnes en situation précaire était déjà une réalité au sein de leurs initiatives.

A. La transition est-elle déjà inclusive dans certaines parties de la Francophonie belge ?

À la question « Remarquez-vous la présence de personnes précarisées au sein de votre initiative ? », 17 personnes parmi les transitionneurs interrogés ont répondu « oui » et 27 ont répondu par la négative.

Ce oui est plutôt encourageant même si les personnes en situation précaires sont sans doute davantage des utilisateurs de l'initiative que des co-porteurs de projet. Les partages d'expériences sur ces initiatives sont extrêmement pauvres. Tout ce que nous savons est que parmi ces projets, nous retrouvons un SEL, un repair café, un marché gratuit.

B. Les raisons qui expliquent l'absence des personnes en situation de précarité dans les initiatives de transition

Nous leur avons ensuite demandé ce qui explique, selon eux, l'absence de personnes en difficulté dans les projets locaux. De manière générale, les réponses des transitionneurs mettent en cause soit des caractéristiques propres aux personnes fragilisées, soit des caractéristiques propres au réseau transition. Il arrive aussi que la cause soit partagée entre les deux parties.

Ainsi, en ce qui concerne les caractéristiques imputables aux transitionneurs, ceux-ci soulèvent :

- ▶ **Un problème de communication** : nombreux sont ceux qui pointent une mauvaise communication du réseau en transition vers ce public : « *la communication n'arrive pas jusqu'à eux* », « *Les modes de communication et surtout les réseaux sont différents* ». Certains mettent en cause le manque de communication autour d'un projet ou des difficultés que peut rencontrer ce public pour accéder à l'information, via internet notamment. On parle alors de fracture numérique. Enfin, bien communiquer serait aussi une question de méthode et certains se demandent si leur manière de communiquer serait bien adaptée au public précarisé et suffisamment efficace.
- ▶ **L'inaccessibilité géographique des initiatives** : des transitionneurs pointent des difficultés à se déplacer pour se rendre aux activités. Un frein énorme et bien connu. Nous sommes en effet confrontés à d'importants problèmes de mobilité, surtout en zone rurale.
- ▶ **La primauté de l'écologie sur le social** : les principes écologiques du réseau sont plus pris en compte que les principes sociaux qui visent à recréer du lien dans la société : « *On insiste peut-être trop sur les enjeux environnementaux de la transition et pas assez sur les aspects de justice et d'égalité économiques* ». L'un d'eux nous parle même d'un « *processus excluant, ils n'y ont pas accès* ».
- ▶ **Le décalage entre les activités proposées et les besoins précaires** : ce n'est pas le cas de l'ensemble des initiatives de transition mais il est vrai que selon les activités proposées, l'on peut véritablement être confronté à un décalage entre les préoccupations strictement écologiques et la réalité économique et sociale des personnes

en situation précaire. Certains en parlent avec une certaine bienveillance, ils ont « *l'impression de ne pas répondre aux problèmes prioritaires et plus urgents de ce public* ».

- ▶ **L'entre-soi** : le projet est créé selon les affinités des initiateurs. L'inclusion de personnes d'autres horizons n'est pas une finalité du projet : les transitionneurs évoquent « *beaucoup d'entre soi et on attend que les autres nous rejoignent, plutôt que de démarrer en collaboration avec d'autres publics/réseaux* », « *la cooptation entre amis et connaissances est forte et ce public précarisé ne fait sans doute pas partie de notre réseau* ». Il est probable que c'est parce que les gens partagent des choses qu'ils ont tendance à se rassembler.
- ▶ **La distance culturelle** : selon les transitionneurs il s'agit d'une distance marquée par des niveaux d'étude et de vie fort dissemblables. « *On s'adresse plus à un public de niveau socio-économique plus élevé, pouvant faire des choix de consommation, avec un certain niveau de connaissance sur la situation de la planète et une capacité de décryptage de la société de consommation* ». Cette distance peut aussi être liée au jargon utilisé qui est trop scientifique pour toucher, atteindre les personnes en situation de pauvreté.
- ▶ **L'arrogance** : une autre personne nous parle aussi de « *discours normatif* », « *bien-pensant* » et/ou « *culpabilisant* » des acteurs de la transition. Dans le même esprit, un répondant semble regretter que « *Les discours les plus véhiculés sur les enjeux environnementaux prennent la forme d'injonctions vécues comme une forme de violence et de jugement : véhicules trop polluants, produits agro-alimentaires...qui sont consommés par les classes populaires disposant de peu de moyens. Peu de ciblage des responsables macro et culpabilisation individuelle, face à laquelle certaines classes sociales ne peuvent prendre d'initiatives pour de multiples raisons* ».
- ▶ **Le coût** : c'est la transition qui coûte trop cher : « *La transition implique des changements de consommation, des circuits courts pas toujours faciles d'accès, parfois un peu plus chers* ».
- ▶ **La barrière de la langue**
- ▶ **Un problème d'organisation** : en réalité ce problème ne concerne qu'une seule personne mais comme elle nous a fait sourire on le mentionne : « *je suis nulle en organisation* » !

D'autres raisons évoquées par les transitionneurs sont plutôt attribuées à la situation dans laquelle les transitionneurs pensent que se trouvent les **personnes en situation de précarité** :

- ▶ **Le manque de moyens financiers** : des personnes précarisées seraient freinées par le coût réel ou imaginé des initiatives de transition (alors qu'une partie des activités sont en libre accès). Le manque de moyens financiers empêcherait les personnes de se connecter sur internet et avoir accès aux informations relatives à la transition ou encore de se déplacer jusqu'à l'activité.
- ▶ **L'indisponibilité** : des transitionneurs sont assez lucides sur ce que peut représenter une vie de privation et l'ensemble des efforts à fournir au quotidien pour tenter de s'en sortir. Et nous les suivons volontiers quand ils affirment que les personnes pauvres n'ont pas la même disponibilité mentale que des personnes aisées, qu'ils ne vivent pas la même temporalité que les transitionneurs ; c'est l'urgence contre le long terme.
- ▶ **Des carences intellectuelles** : à en croire certains, le décalage entre les transitionneurs et les personnes précarisées s'expliquerait par une faiblesse du parcours scolaire, voire de leurs capacités cognitives : « *Pauvreté signifie aussi souvent faible niveau d'études et difficultés d'entendre les discours de la transition, décalage trop important* ». Pour certains, le manque de vocabulaire et de moyens d'expression (parfois aussi de compréhension) face à la « transition » qui utilise des concepts et des mots trop abstraits. Ou encore, « *les concepts sont abordés et expliqués de manières trop complexes et/ou abstraites* » et « *le public précarisé est généralement peu éduqué et ne se doute pas de l'importance du problème climatique et de biodiversité* ». Enfin, « *il est difficile de se sentir inclus dans un groupe au niveau d'études plus élevé car le langage est non adapté* ». Plus loin, nous pouvons lire : « *La transition est assez "intellectuelle": on y parle de bouquins qu'on a lus, on fait des références à... , on donne son avis sur les actualités, sur les politiques communales ou régionales, etc.* », « *Les actions sont souvent plutôt réflexives* ». À en croire ces propos, la personne précarisée serait donc un peu trop limitée intellectuellement pour comprendre les enjeux environnementaux. On y reviendra dans le chapitre consacré aux préjugés.

- ▶ L'un parle aussi de « **carence culturelle** » à cause de laquelle les précarisés « ne savent plus cuisiner, notamment ».
- ▶ **L'influence de la société de consommation** : selon une minorité des répondants, le marketing l'emporterait sur le développement d'une conscience écologique. Ainsi les personnes précaires ne viennent pas vers la transition à cause de « *l'impact que la publicité a sur eux, magasin pas cher, Lidl...* ». Ils « sont pris dans la société de consommation, répondant à ses diktats pour avoir l'impression d'exister ».
- ▶ **L'incapacité à devoir supporter une problématique supplémentaire** : « *Ces personnes étant déjà dans une certaine "merde", c'est possible qu'il n'y ait pas de motivation à s'intéresser à une "merde" d'une dimension globale et mondiale* ».
- ▶ **La distance culturelle** : les stéréotypes et les préjugés ne sont pas l'apanage des transitionneurs. Les personnes précarisées, elles aussi, ont des idées reçues et considèrent les transitionneurs comme étant des « bobos écolos ». On évoque du coup la peur d'être jugé comme « intellectuels bourgeois », voir « gauchistes » dont les préoccupations sont assez éloignées de celles de personnes précarisées. « *Les personnes précarisées ont peut-être peur de ne pas être comprises et acceptées* ».
- ▶ **La tendance à l'isolement** : submergées par les problèmes, les personnes ont tendance à se replier sur elles-mêmes.
- ▶ **Le désintérêt par rapport à la cause écologique** : lors d'une discussion avec une personne référente du resto du cœur, nous avons constaté un certain désintérêt de beaucoup de « *personnes dans une "merde" matérielle face aux crises environnementales (notamment)*. » Ainsi le précaire ne serait « *pas concerné par la transition écologique* » ; « *Leur parler de transition, de transition intérieure, d'un monde meilleur, leur passe complètement au-dessus de la tête, sans compter que certains sont victimes d'assuétudes (drogue, alcool...) ou d'oisiveté qui leur fait perdre pied avec les problèmes du monde et la réalité. Vraiment pas facile de les intégrer... Et pourtant, il y aurait tant à apprendre d'eux et nous à leur donner quelques trucs pour consommer mieux et moins.* »

Alors ? Par quoi commencer ? Il y a tellement de préjugés, de condescendance et d'erreurs dans ces derniers propos qu'ils nous ont donné la furieuse envie de consacrer une partie de cette publication aux préjugés qui circulent au sujet des personnes en difficultés (voir infra). Dans la même veine, un autre transitionneur dans une autre

ville parlera aussi « *d'addictions diverses* » histoire d'avoir un portrait assez complet de ce qu'on imagine à propos d'une personne en situation précaire. Un autre encore nous parle de « *deux mondes différents avec des préoccupations fondamentalement différentes* ». Devons-nous entendre que les personnes en situation précaire ne se préoccupent pas de l'environnement ? Il n'est pas le seul à le penser : « *le public précarisé a d'autres soucis que celui de protéger la planète. Quand on n'a qu'un pantalon et la peur de finir la fin de mois, je crois qu'on ne pense pas trop à l'avenir* ». On peut l'entendre et nous sommes en partie d'accord, mais c'est encore une affirmation qui pose question. Quelle image se font-ils de la précarité ? Les personnes vivant des difficultés ont-ils tous le même profil ? Les problèmes financiers, de logement, de santé, les ruptures sociales nous rendent-ils sourds aux problèmes environnementaux ? C'est pour répondre à ce genre de questions que nous avons décidé de mener une enquête auprès de personnes vivant une forme de précarité.

Enfin, parmi les transitionneurs, certains ont pointé des **causes plus structurelles**, regrettant le fait que nous vivons dans une société au sein de laquelle « *les secteurs restent très cloisonnés : soit social, soit environnemental, soit économique, soit circulaire, etc. avec une réflexion sur des enjeux qui restent eux aussi abordés et pensés de manière cloisonnée* ».

Comme nous venons de le lire, les causes présentées, pressenties par les transitionneurs sont multiples. Elles sont parfois riches et démontrent une clairvoyance de la part des transitionneurs que nous pouvons rejoindre sur certains éléments (distance culturelle, indisponibilité, coût des activités, primauté de l'écologie sur le social, problème de mobilité, entre-soi, décalage entre l'offre d'activités et les besoins des précaires, cloisonnement des secteurs). Mais on se montre évidemment un peu plus circonspect par rapport à certaines affirmations qu'il serait bon de nuancer afin de ne pas sombrer dans la caricature la plus vile. Certains propos heurtent. Alors gardons à l'esprit que les personnes qui ont un budget dérisoire pour s'alimenter savent très bien qu'elles pourraient avoir accès à des produits de meilleure qualité. Ce n'est pas une question de sensibilisation ou d'éducation mais de moyens financiers. Quant à prétendre leur donner des leçons pour consommer moins, ce serait pour le moins une incroyable gageure car ce ne sont pas les plus précaires qui consomment le plus. Par ailleurs, de nombreuses études démontrent clairement que les émissions de gaz à effet de serre des ménages sont corrélées au niveau de revenus de ceux-ci¹⁴.

¹⁴ Oxfam International and the Institute for European Environmental Policy, *Carbon inequality in 2030*, November 2021, [en ligne] <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621305/bn-carbon-inequality-2030-051121-en.pdf>, consulté le 21 mars 2023

C. Les transitionneurs souhaitent-ils une transition plus juste socialement ?

Avant même d’imaginer construire un projet visant l’inclusion des personnes précaires au sein des initiatives de transition, nous devons au minimum demander aux transitionneurs s’ils avaient un intérêt par rapport à cette mixité. Cette réponse était essentielle pour estimer si nos investigations valaient la peine d’être poursuivies ou non.

Sur les 45 répondants, six ont déclaré ne pas avoir d’intérêt pour l’inclusion de publics précarisés dans leurs projets. Quatorze disent être intéressés et mettre en place un projet allant dans ce sens. Pour les 25 derniers, l’intérêt est bien là mais en signalant tout de même que la mise en place d’un projet inclusif est compliquée. Ce que nous entendons volontiers. Et c’est pourquoi nous avons alors interrogés les transitionneurs sur leurs besoins. Que leur manque-t-il pour favoriser cette inclusion et co-construire des projets avec des personnes en situation précaire ?

IV. Les freins des transitionneurs et des précarisés

Avoir une fibre écologique et sociale ainsi que de la volonté à revendre ne sont malheureusement pas suffisants pour construire un projet. Les transitionneurs d’un côté et les personnes en situation précaire de l’autre connaissent des freins dont il serait bon de tenir compte avant de se lancer dans une jolie aventure environnementale et solidaire.

Examinons tout d’abord les freins identifiés par les transitionneurs.

A. Les freins des transitionneurs

La vie d’un transitionneur n’est pas toujours un long fleuve tranquille. Il ne faudrait pas perdre de vue que ce sont des personnes engagées de manière bénévole dans une action collective et on sait à quel point le bénévolat peut essouffler. C’est souvent difficile de tenir sur la longueur. Alors, il faut pou-

voir entendre tous ces citoyens engagés, identifier leurs difficultés et voir de quelle manière nous pourrions peut-être les aider à passer outre ce qu'ils ont identifié comme étant leurs entraves ;

- Le manque d'énergie pour mettre en place un nouveau projet ;
- Le manque de relations avec les personnes précarisées ;
- L'incapacité à utiliser les termes adéquats ou un prisme de lecture qui répondent à celui des personnes vivant une forme de précarité ;
- La difficulté à se faire connaître dans la commune ;
- Le manque de bénévoles et donc la difficulté de s'engager dans un effort supplémentaire et de tenir sur du long terme ;
- La difficulté de communiquer avec des personnes précarisées.

Comme nous pouvons le constater, les obstacles sont plutôt de nature relationnelle et communicationnelle. Nous verrons dans le guide qui suit de quelle manière les soutenir dans leur bénévolat et leur permettre de passer outre ces obstacles (du moins, quand cela est possible).

Voyons à présent du côté des personnes plus fragilisées économiquement et socialement ce qu'elles en disent.

B. Les freins des précarisés, selon les précarisés

Grace à d'intéressantes études¹⁵, nous avons pris connaissance de toute une série d'entraves qui empêchent les personnes démunies d'accéder à une alimentation saine. Mais les initiatives de Transition n'étant pas cantonnées à l'alimentaire, nous nous sommes essayés à poser la question des freins aux personnes en situation précaire en proposant une série d'items.

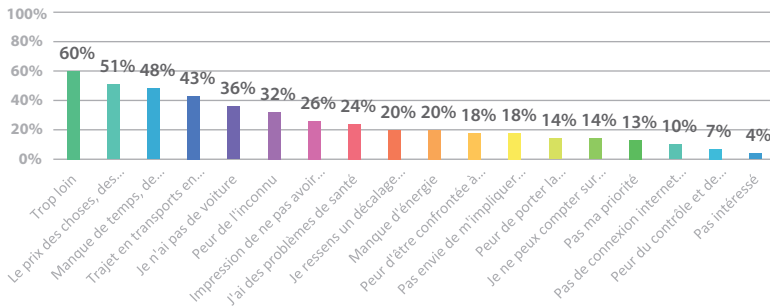
Ainsi à la question « Quelles sont les raisons qui vous empêcheraient de participer à un projet citoyen ? », les répondants avaient la possibilité de cocher toutes celles qu'ils identifiaient dans leur vie quotidienne : « *Trop loin ; j'ai des*

¹⁵ DAMHUIS L., *Solidarité en primeur*, rapport final, 2019, [en ligne] : <https://solenprim.com> ; ainsi que BEES coop et le Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Environnement (CEESE) de l'Université libre de Bruxelles, recherche action participative Falcoop, acronyme de "Favoriser l'accès à une alimentation durable et de qualité pour un public représentatif de la diversité urbaine par l'implantation locale d'un modèle innovant de supermarché coopératif" (2015-2018), [en ligne :] <https://falcoop.ulb.be/qui-sommes-nous>, consulté le 8 mars 2020

problèmes de santé ; je n'ai pas de voiture ; le trajet en transport en commun n'est pas facile (fréquence, horaire, pas de connexion internet pour faciliter les contacts,

peur de l'inconnu, de ne connaître personne ; impression de ne pas avoir de compétences à apporter au projet, de ne pas être utile ; peur du contrôle et de perdre des allocation ; peur de porter la responsabilité de l'échec du projet ; le prix des choses, des activités ; je ne peux compter sur personne pour garder mes enfants ; peur d'être confronté.e à des préjugés, de ne pas m'entendre avec des personnes qui ne partagent pas les mêmes envies, idées ou problèmes que moi ; je ressens un décalage entre l'écologie et mes besoins réels ; manque de temps, de disponibilité ; pas envie de m'impliquer sur du long terme ; manque d'énergie ; pas ma priorité ; pas intéressé ».

Voici les résultats obtenus :



Comme nous pouvons le voir, les freins les plus importants touchent à la **mobilité** des répondants ; 60% d'entre eux ne se déplaceront pas si l'activité proposée est trop éloignée de leur domicile. Les transports en commun sont difficilement envisageables pour 43% des répondants et 36% déclarent ne pas avoir de voiture. Il sera donc essentiel de tenir compte de la proximité de l'activité proposée par rapport aux personnes que l'on souhaite inclure dans le projet citoyen. Ou éventuellement de mettre en place un système de covoiturage.

Un second frein qui n'étonnera personne est l'aspect **financier**. De fait, la moitié des répondants risque de ne pas participer à l'activité si celle-ci est jugée trop onéreuse. Cela corrobore parfaitement les retours dont nous avons bénéficié, que ce soient des personnes en précarité, des transitionneurs ou encore des animateurs en éducation permanente.

Le **manque de temps et de disponibilité** concerne une personne sur deux.

Un quatrième type de freins touche plus à la **confiance** en soi des personnes interrogées ; 32 % disent avoir peur de l'inconnu, 26 % estiment ne pas avoir de compétences à apporter au projet et 18 % disent avoir peur d'être confronté.e à des préjugés et de ne pas s'entendre avec des personnes qui ne partagent pas les mêmes envies, idées ou problèmes qu'eux. Enfin, 14 % craignent porter la responsabilité de l'échec éventuel du projet. La mise en confiance des personnes sera donc un point d'attention essentiel dans le montage du projet citoyen que l'on souhaite voir se réaliser.

Ensuite, dans ce qui pourrait expliquer le manque de participation du public à un projet citoyen, retenons tout d'abord l'aspect **santé**. Un quart des personnes interrogées disent avoir des problèmes de santé et une personne sur cinq se dit en manque d'énergie. La santé des personnes est malheureusement un facteur sur lequel il est difficile d'agir à notre niveau. Des problèmes de santé chroniques à l'incapacité de travail il n'y a qu'un pas ; une dame rencontrée dans le Borinage nous expliquait que ses problèmes de santé ne lui permettaient pas de travailler et que cet état l'isolait chez elle. Estimant qu'elle avait besoin de socialiser et de se rendre utile dans un projet en faisant des choses à sa portée comme accueillir des personnes ou faire du café, elle a sollicité une autorisation de la mutuelle pour être bénévole au sein d'une association mais celle-ci lui a été refusée. Aujourd'hui, elle s'enlise dans la solitude. Et l'on constate dans notre enquête que 7% des personnes s'empêchent de participer à un projet citoyen en raison d'une crainte d'un contrôle suite auquel ils perdraient leurs droits aux indemnités.

Autre raisons de leur absence dans la construction d'un projet citoyen, le manque d'envie de s'impliquer tout simplement (pour 18%) ou le fait que ce type de projet n'est pas une priorité (pour 13%).

En ce qui concerne la nature même du projet, 20 % des personnes ne s'y retrouvent pas et estiment qu'il existe un décalage entre les activités proposées et leurs besoins.

En matière de communication, la nouvelle est plutôt bonne puisque 90 % des personnes interrogées disposent d'une connexion Internet. Restent 10 % du public par rapport auxquels la communication devra être plus créative si l'on souhaite les toucher.

Enfin, ce n'est pas l'intérêt des personnes en situation précaire qui manque ! Seules 4% affirment ne pas être intéressées par ce type de projet.

V. Les préjugés sont aussi des freins

En examinant les réponses de l'« enquête Transition », nous nous sommes rendus compte que celles-ci véhiculaient parfois quelques préjugés dont certains étaient carrément heurtants. Impossible donc de faire l'impasse sur cette question qui nous est apparue comme un frein majeur.

Ainsi donc, les personnes en situation précaire n'échappent pas aux idées préconçues. On les met toutes dans le grand tiroir étiqueté « pauvre » qui ne serait pas éduqué, qui mangerait mal, consommerait mal et polluerait. C'est au point que l'on se permet de penser à leur place ; *l'écologie, ça ne les intéresse pas, ça leur passe au-dessus de la tête*. Mais comme nous le verrons à la fin de ce chapitre, les transitionneurs, eux aussi sont un peu victime d'une image tenace qui est celle du bobo-écolo.

Le souci est que tant que subsisteront ces préjugés, ils resteront un facteur d'exclusion et empêcheront la rencontre entre les personnes fragilisées et les porteurs de projets citoyens.

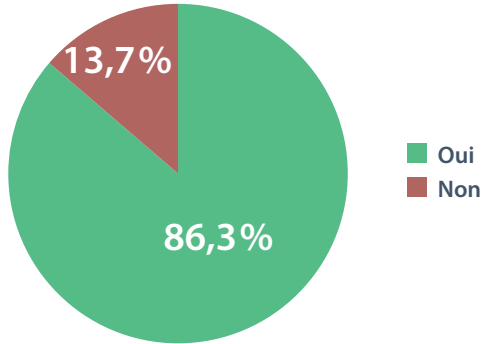
Ne serait-il pas temps de leur tordre le cou ?

A. Préjugé N°1 : la transition, ça n'intéresse pas les personnes en situation précaire

Avant de parler de désintérêt, peut-on tout d'abord se demander s'ils ont déjà entendu parler de ce mouvement ? S'ils connaissent ce terme ? On avait quelques doutes au départ. Mais comme le mouvement en transition n'est pas le seul à mettre en place des initiatives citoyennes, nous avons aussi – dans le cadre de notre « Enquête Précarité » – parlé du réseau des consommateurs responsables (RCR) qui s'est ensuite rebaptisé en 2022 « Réseaux de Collectifs en Recherche de Résilience ».

Force est de constater que dans la majeure partie des cas, le mouvement transition tout comme le RCR leur sont inconnus.

**Connaissez-vous le mouvement de la transition
ou le Réseau des consommateurs responsables ?**
(168 réponses)



Une fois que nous leur avons expliqué la nature de ces réseaux, en donnant des exemples d'activités comme le potager collectif ou le repair café, quelques personnes reconnaissent en avoir entendu parler via la famille, des amis, la presse écrite ou encore des documentaires. Les trois quarts du panel des 168 personnes pensent qu'il existe un projet en Transition près de chez eux. Et la moitié déclarent même y avoir participé. Quand on leur demande alors à quel type d'activités ils ont participé, ils nous parlent d'ateliers de sensibilisation, notamment au zéro déchets, de marche, de vélo, de potager, de permaculture, d'ateliers d'écriture, de repair café et de bénévolat envers les aînés. Il n'est pas certain, toutefois, que toutes ces actions aient été organisées par des bénévoles de la Transition ou du réseau des consommateurs responsables. Mais le vocable Transition est en tout cas suffisamment large pour que les répondants y incluent toute activité à visée écologique ou sociale. Ceux qui ne se sont pas dirigés vers ce type d'action avancent qu'il s'agit principalement d'un manque de disponibilité ou d'informations sur le projet.

B. Préjugé N°2 : les personnes en difficulté sur le plan économique n'ont que faire de l'écologie, c'est loin de leurs préoccupations

Nous aurions pu entendre ce genre de propos il y a une dizaine d'années mais nous avons vu les mentalités évoluer au sein de nos ateliers en éducation permanente.

On a rencontré, il est vrai, des personnes totalement hermétiques à l'écologie, mais on en a rencontré aussi bien d'autres qui tentaient, à leur échelle, de poser des gestes écologiques et nous faisaient part de leurs inquiétudes concernant l'avenir de leurs enfants et l'état de la planète. Les perturbations climatiques, la déforestation, la fin des énergies fossiles, la multiplication des déchets, la disparition de la biodiversité et leurs implications sur les êtres humains, sur les leurs, font partie de leurs craintes.

Mais comment faire la distinction entre les personnes en situation précaire qui se sentent concernés par le durable et ceux qui sont trop pauvres pour avoir la disponibilité mentale de s'en soucier ? Et donc, conséquemment, comment aider les transitionneurs à s'orienter vers les personnes les plus réceptives à collaborer à un projet ?

Dans l'« Enquête Précarité », nous avons invité les personnes à se positionner sur les affirmations suivantes afin d'estimer leur (dés)intérêt par rapport à l'écologie :

Les répondants étaient conviés à se positionner sur une échelle de 1 à 6 (le 1 signifiant « pas du tout d'accord » et le 6 « tout à fait d'accord » et à commenter leurs réponses s'ils le souhaitaient.

- Un monde écologique et socialement juste est possible.
- Le changement climatique est un danger pour moi (menace personnelle : chaleur, problèmes respiratoires,)
- La protection de l'environnement fait partie de mes préoccupations
- Je me préoccupe du monde que nous laisserons aux générations futures
- Pour avoir un comportement écologique, il faut des moyens financiers

Alors ? est-ce que les personnes en situation précaire n'ont aucun intérêt pour l'écologie ?

À l'affirmation « Un monde écologique et socialement juste est possible », 67% des 91 personnes précarisées ont répondu par l'affirmative. La morosité n'a donc pas gagné la majeure partie des répondants vivant une situation complexe. Nombreux sont ceux qui ont encore de l'espoir quant à la construction d'une société plus égalitaire et écologiquement plus responsable.

Identifient-elles le changement climatique comme étant un danger, une menace personnelle ? Pour 70% des répondants la réponse est oui. Des personnes nous parlent de leurs problèmes respiratoires dès l'arrivée de fortes chaleurs, nous disent ressentir davantage la pollution engendrée par les voitures depuis dix ans. D'autres ajoutent que « tout le monde est menacé » et que « plus nous détruisons, plus nous subissons les conséquences ». Le lien entre les problèmes environnementaux et la santé est clairement établi.

La protection de l'environnement fait-elle partie de leurs préoccupations ? Oui pour 82% d'entre eux. Et il ne s'agit pas d'un oui modéré mais plutôt d'une forte majorité de « tout à fait d'accord ». Ils sont même 89% à se déclarer préoccupés par le monde que nous laisserons aux générations futures. Un répondant commente : « c'est pour ça que je ne veux pas d'enfant ». Un autre s'interroge « comment vivront les enfants si on leur prend toute l'eau ? ». Ils sont anxieux, inquiets quant à l'avenir mais ils restent pour certains optimistes.

Enfin, les gestes éco-citoyens sont-ils l'apanage des personnes plus aisées ? Faut-il disposer de moyens financiers pour adopter un comportement écologique ? Pour 60% des personnes précaires interrogées c'est le cas. Certains apportent des compléments de réponse : « *les produits coûtent cher* », « *il faut des moyens pour l'isolation, la rénovation* », « *il faut investir pour consommer écologique* ». Mais pour les 40% restant « *l'argent ne doit pas entrer en ligne de compte* », « *on peut respecter la Terre sans argent* », « *c'est une question d'éducation, ce n'est pas toujours plus cher* ». Et beaucoup nous ont partagé leurs gestes quotidiens : le bannissement des pesticides et engrais chimiques au jardin, la récupération d'eau de pluie, la réalisation d'un compost, le tri des déchets, le fait de ne pas avoir de voiture, etc.

Ils ont tous raison et leurs réponses reflètent très bien la réalité des choses. Par contre, si certains gestes respectueux de l'environnement sont à notre portée d'autres sont inaccessibles aux précaires dès que l'on envisage l'isolation du logement ou l'installation de panneaux solaires.

C. Préjugé N°3 : le pauvre est oisif, est limité intellectuellement, n'a qu'un pantalon et connaît souvent des problèmes de toxicomanie

À lire les réponses des transitionneurs à notre enquête, on comprend aisément qu'une poignée d'entre eux ont une image très stéréotypée de la personne en situation précaire. Si on devait dresser son portrait-robot sur base de ce que nous avons lu, on l'imaginerait – en poussant fort le trait – bien souvent dans la rue, habillé de manière très négligée, les traits marqués par des problèmes de consommation (alcool ou drogue) et avec qui il est difficile d'échanger quelques propos, encore moins s'il s'agit d'écologie et de tous les concepts qui l'accompagnent : biodiversité, résilience, etc.

Certains vont être surpris mais la précarité touche des personnes aux profils fort variés comme on a pu le réaliser dans notre panel. Et non, toutes les personnes en situation précaire ne sont pas des SDF ou des allocataires sociaux fréquentant les Restos du Cœur.

La peur et la certitude de ne pas avoir de quoi payer les factures, son loyer, les frais liés aux enfants, une nourriture en suffisance touchent aussi des familles qui travaillent, des familles monoparentales, des personnes âgées dont la pension ne suffit pas, des étudiants avec ou sans bourse.

Les accidents de la vie arrivent à tout le monde, même aux personnes diplômées que l'on pourrait croire mieux munies pour affronter la vie : la perte d'un emploi, un divorce, le décès d'un conjoint, le prix des factures qui explose alors que son salaire frise le seuil de pauvreté, etc.

D. Préjugé N°4 : le pauvre mange mal, il n'est pas éduqué à l'alimentation saine

Une bonne fois pour toutes, il faudrait arrêter de penser que toutes les personnes en situation précaire se nourrissent mal. Elles ne sont pas accros à la *junk food*. Elles cuisinent (quand elles disposent du matériel nécessaire) mais

ne vont pas s'approvisionner chez les mêmes commerçants que les transitionneurs. Aussi, si vous pensez que ce qui prive les plus précaires d'un accès à l'alimentation saine n'est qu'une question d'éducation, votre « démarche éducative » risque de faire un flop. Car vous risquez de passer à côté d'un ensemble de facteurs déterminants comme l'offre alimentaire, les moyens financiers et matériels, les modes de vie, etc. Pour en savoir plus sur ce sujet, nous vous invitons à consulter une interview d'Alexia Serré et Lotte Damhuis, de la Fédération des Services sociaux ¹⁶. Cet article vous éclairera de manière pertinente sur ce sujet et vous évitera de commettre des impairs. Quand beaucoup de personnes doivent se contenter de produits blancs dont certains manquent cruellement de saveurs, ce n'est pas par choix. Inutile dès lors de les pointer du doigt.

E. *Préjugé N°5 : le précairisé est piégé par la société de consommation. Il consomme pour avoir l'impression d'exister. Bref la consommation des précairisés est problématique*

On va un peu se répéter mais la précarité est un phénomène qui touche des réalités fort différentes avec des fragilités économiques et sociales distinctes d'un individu à l'autre. La personne embarrassée économiquement a-t-elle envie d'acheter, de consommer ? Qui n'aurait pas cette envie d'avoir, de posséder... un peu ? Avoir de quoi ne plus se poser de questions ? Avoir de quoi ne pas avoir honte du manque ? Avoir à manger, de quoi s'habiller, de quoi mettre une collation dans le cartable du même, de quoi se chauffer ? C'est la privation qui donne cette envie de posséder quelque chose ne fut-ce que temporairement. La possession est furtive.

Cette soi-disant fièvre acheteuse dans le chef des moins nantis n'est qu'une fausse excuse, des œillères pour éviter de voir la réalité des choses, pour éviter de constater les inégalités, et des réalités qui sont bien plus complexes qu'on ne le croit, pour éviter de remettre la méritocratie - tellement confortable - en question.

¹⁶ K. METTIOU, « Quels enjeux pour une alimentation durable pour toutes et tous ? », Bruxelles, Réseau Idées, [en ligne :] <https://www.reseau-idee.be/sites/default/files/media/etudes-analyses/pdf/interview-alimentation-durable.pdf>, consulté le 10 mars 2023.

Non, le problème ce n'est pas la consommation des personnes fragiles socialement et économiquement mais bien celle des gens qui ont les moyens de dépenser sans compter. N'écoutez plus ces personnes condescendantes qui prétendent avoir des choses à apprendre aux personnes appauvries, qui pourraient « leur donner quelques trucs pour consommer mieux et moins ». Là aussi, certains vont tomber de haut, car s'il y a bien des personnes qui peuvent nous donner des leçons pour consommer moins, ce sont bien les précaires.

F. Préjugé N°6 : les transitionneurs sont des bobos écolos qui n'ont pas la fibre sociale

Les transitionneurs ont parfois mauvaise presse. Bien souvent on leur reproche leur « entre soi ». Et surtout, on les qualifie de « bobo écolo », ce terme fourre-tout servant à dénigrer l'écologie dans son ensemble, faisant de cette préoccupation un phénomène déconnecté de la réalité du plus grand nombre. Il faut dire qu'en Belgique, les politiques écologistes visant à favoriser l'utilisation de voitures électriques aux prix inabordables alimentent cette déconnexion. Qui se soucie des préoccupations des moins nantis ? comment vont-ils se mouvoir quand ils abandonneront leur vieille voiture à énergie fossile ? En l'absence de réponses pragmatique, on comprend que l'écologie soit, sous certains aspects, perçue comme un luxe. Aujourd'hui, encore, à peu près à chaque fois qu'on parle d'écologie, il se trouve toujours une personne pour nous parler du prix des boissons qui a augmenté depuis l'instauration des écotaxes !

L'écologie serait donc un truc de riches, de bourgeois, de gauchistes, de moralisateurs, de « cultureux bien-pensants » un autre terme péjoratif désignant ceux qui montrent un intérêt pour la culture, cet autre domaine financièrement inaccessible.

Bref, entre les adeptes de la transition écologique et ceux qui n'ont pas financièrement accès à toutes ces technologies vertes ou présentées comme telles, à toutes ces manières de vivre idéalisées, c'est le fossé. Et pourtant... l'écologie concerne tout le monde.

Alors oui c'est vrai on a rencontré des transitionneurs renfermés sur leurs acquis, leurs certitudes, leur fierté d'avoir choisi une voie (celle de la décroissance) plutôt qu'une autre, des personnes qui se gaussent d'être cultivées et

éveillées au monde et d'œuvrer pour le bien-être de la planète et/ou de leurs enfants. Mais lorsqu'on a déjà tout, n'est-ce pas plus facile de se priver un tout petit peu ? Ces personnes, cependant, ne définissent pas l'entièreté du réseau en Transition et de tous ceux qui visent la résilience en dehors de ce réseau.

Tout comme le terme « précarisés » ne constitue pas un groupe social homogène, il s'agit ici aussi de prendre conscience que tous les transitionneurs ne sont pas que des personnes « pétées de tunes qui achètent leurs légumes bio au magasin chic du coin, s'offrent des voitures électriques, et blindent leur toit de panneaux solaires ».

Non, nous avons rencontré lors de notre enquête auprès des transitionneurs des personnes qui s'inquiètent vraiment d'élargir leurs activités à de nouvelles personnes en dehors de leur cercle habituel de relations. Il existe parmi tous ces citoyens actifs et concernés par les questions environnementales des personnes soucieuses d'intégrer une dimension solidaire à leurs projets et de mieux répondre aux besoins et défis quotidiens des personnes fragilisées socialement et/ou économiquement. C'est aussi grâce à elles que nous avons décidé de poursuivre notre travail sur la nécessaire convergence des luttes sociales et environnementales.

Au-delà de ces constats il serait bon, du côté des transitionneurs comme du côté des personnes plus fragiles socialement et économiquement de modifier notre vocabulaire. Les termes que nous utilisons n'ont rien d'innocent et sont porteurs de significations lourdes qui freinent la rencontre et la compréhension de l'autre. Comme l'écrit Renato Pinto¹⁷, « nous pouvons constater que la terminologie influence la mise en action collective. Les mobilisations pour l'environnement, par exemple, ont pu à l'occasion être perçues comme « un truc de bobos », tandis que des catégories de population moins favorisées auraient d'autres préoccupations. Ceci en dépit de la diversité des profils représentés au gré des multiples actions.

Dès lors, comment (ré) concilier les enjeux de lutte contre la précarité et de préservation de l'environnement (pour ne citer que ces deux exemples), si l'on s'obstine à désigner différentes parties prenantes de manière péjorative ou stéréotypée ? Compliqué, dans de telles conditions, de créer un terreau favorable à la mixité sociale ou à une convergence des points de vue. »¹⁸

¹⁷ Renato Pinto est coordinateur régional en Hainaut au sein de l'association Vivre ensemble.

¹⁸ PINTO R., « Bobos, quand le vocabulaire entretient les divisions », analyse 2014 - 03, Bruxelles, Vivre-ensemble, [en ligne] : <https://vivre-ensemble.be/bobos-quand-le-vocabulaire-entretient-les-divisions>, consulté le 2 mars 2023

Conclusions

La transition écologique au niveau citoyen peut-elle aussi être solidaire et faire une place de choix aux personnes vivant une forme de précarité ? C'est là toute la question qui a mené Citoyenneté & Participation à effectuer deux enquêtes, la première au sein du réseau en Transition et la seconde auprès des personnes fragilisées.

Les résultats de ces deux enquêtes démontrent clairement qu'il existe bien un intérêt au sein de ces deux publics, à construire ensemble des projets qui soient à la fois écologiques et solidaires. Et ceci est plutôt rassurant et même motivant.

Cependant, les freins à l'insertion des personnes précaires au sein des initiatives de transition sont nombreux. Certains sont imputables au réseau en transition (problème de communication – les initiatives du RCR ou du réseau en Transition restent méconnues pour 83% du public, manque de réseaux avec les précaires, manque d'énergie, primauté de l'écologie sur le social, décalage entre les activités proposées et les besoins des précaires, l'entre-soi, parfois l'arrogance ou bien-pensance), d'autres touchent au contexte socio-économique des personnes les plus fragilisées (problèmes de mobilité, de santé, de garde d'enfants, le prix des choses ou des activités, le manque de confiance en soi, le manque de disponibilité, la peur d'être confrontés à des préjugés, de porter la responsabilité de l'échec).

La plupart de ces freins sont concrets et d'autres sont supposés comme les carences intellectuelles et culturelles, le niveau d'études, l'influence de la société de consommation, le désintérêt des précaires par rapport à l'écologie, etc. et traînent dans leur sillage tout un ensemble de préjugés.

Aussi, notre travail d'enquête nous a permis de mettre en évidence le fait que la précarité (phénomène large et complexe) touche des profils divers ; ils ont 18, 40 ou 70 ans, ils sont étudiants, ils travaillent à temps plein ou à temps partiel, ils sont en formation professionnelle, malades de longue durée, pensionnés, etc. Certains n'ont pas de diplômes et d'autres sont universitaires.

Toutes ces personnes expriment clairement leur crainte de ne pas avoir suffisamment d'argent à la fin du mois, disent se priver d'effectuer certains achats, se priver de soins. Ils disent aussi leur impossibilité d'épargner, de s'offrir un loisir ou de faire face à des dépenses imprévues.

Cette variété de profils permet en tout cas de tacler quelques préjugés particulièrement heurtants et nous laisse entrevoir la possibilité de ne plus entendre ou lire à l'avenir que « *Le public précarisé est généralement peu éduqué et ne se doute pas de l'importance du problème climatique* » ou encore que « *pauvreté signifie aussi souvent faible niveau d'études et difficultés d'entendre les discours de la transition* ». En ce qui concerne la transition écologique justement, notre enquête « Précarité » démontre de manière claire que 67% du public interrogé croit encore à l'émergence d'« un monde écologique et socialement juste », et que pour 70% d'entre eux, le changement climatique est vécu comme étant un danger, une menace personnelle. Enfin ils sont 82% à se déclarer préoccupé par l'état de l'environnement. Sachant cela, il devrait être plus commode pour les transitionneurs d'aller à la rencontre de personnes en difficulté. Ils savent désormais qu'ils n'ont plus à convaincre de l'urgence climatique. Ce qu'ils croyaient être un obstacle n'en est plus un.

L'étude des freins du côté des transitionneurs comme du côté des personnes en situation précaire était une étape indispensable pour comprendre pourquoi ces publics ne se rencontrent que rarement. La perception que nous avons de tous ces éléments permet désormais à chaque porteur d'initiative citoyenne de pouvoir en tenir compte lors de la réflexion préalable à l'élaboration d'un projet.

Elle nous a – quant à nous – permis d'identifier les points d'attention sur lesquels se concentrer pour tenter de dégager des pistes de solutions qui feront l'objet d'une prochaine publication.

**

Diplômée en Sciences Politiques, en Sciences du Travail et en Communication, Karin Dubois, coordinatrice du pôle Formation chez Citoyenneté & Participation, est une enthousiaste de la consommation et du développement durables.

Lectures intéressantes/sites à consulter

- J-Y BURON, *Entre lutte contre la pauvreté et Transition : des ponts à jeter ?*, analyse 2014 - 03, Vivre-ensemble, [en ligne :] <https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-03-transition-associations.pdf>.
- D. TADLI, *Transition et simplicité volontaire, une solution pour ceux qui n'ont pas d'options ?*, Analyse 325, 2018, CPCP, [en ligne :] http://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2018/01/transition_simplicit_e_volontaire.pdf.
- E. DE BOUVER ET C. DE MONGE, *La transition, c'est par/pour les riches ?*, FUCID, [en ligne :] <https://www.fucid.be/la-transition-cest-par-pour-les-riches/>.

A. Rapports

- Solidarité en primeur, rapport final, 2019, [en ligne] : <https://so-lenprim.com>.
- Commission d'accompagnement du service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, « durabilité et pauvreté, 10ème rapport bisannuel, [en ligne :] <https://www.developpementdurable.be/fr/news/durabilite-et-pauvrete-10eme-rapport-bisannuel-du-service-de-lutte-contre-la-pauvrete-la>.
- Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Environnement (CEESE) de l'Université libre de Bruxelles, [en ligne :] <https://falcoop.ulb.be/qui-sommes-nous>.

B. Des sites incontournables

- L'intelligence collective au service d'une résilience écologique et solidaire | Réseau de Collectifs en Recherche de Résilience. <https://asblrcr.be>.
- Réseau Transition.be - Acteurs du changement positif. <https://www.reseautransition.be>.

DUBOIS Karin, *Vers une transition écologique et solidaire. Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne*, Bruxelles : CPCP, Analyse n° 475, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-1>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Pourquoi les citoyens engagés dans une initiative de transition écologique et les personnes vivant une forme de précarité ne se rendent-elles que trop peu ? Doit-on voir la construction d'un monde plus résilient sans y faire participer les plus fragilisés qui sont les premiers impactés par les diverses crises ?

La situation est-elle désespérée ou des pistes de solutions sont-elles à notre portée ?

Pour le savoir Citoyenneté & Participation a mené des enquêtes auprès de ces deux publics pour identifier leurs freins, leurs besoins, leurs motivations et même leur envie de co-construire un projet écologique mais aussi solidaire. Ce sont ces résultats que vous pourrez découvrir dans ce premier volet d'une série de publications intitulées *Vers une transition écologique et sociale*.

Citoyenneté & Participation

Avenue des Arts, 50/6 – 1000 Bruxelles

02 318 44 33 | info@cpcp.be

www.cpcp.be | www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/